

## Le Développement Durable: Un Concept Multidimensionnel

Mariem Beggar<sup>1</sup>, Mohamed Nadif<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Doctorante En Sciences Economiques, FSJES, Rabat

<sup>2</sup>Directeur De Thèse, Professeur Universitaire, FSJES, Rabat

---

**Abstract:** *Desertification, poverty, epidemics, deforestation, global warming, pollution, destruction of ecosystems ... The concept of sustainable development was born out of a real need, the environment and the social are increasingly neglected in the current global system. We must begin to react, everyone of us, individuals, companies, states ... contributed one day to the destruction of the planet, and must contribute to its survival today. Think globally and act locally, is a requirement for those who are in charge of the destiny of the planet and the people who live above. Hence the fact that we are all affected by this new challenge.*

**Keywords:** *Sustainable development, Responsible consumption, Profit, Fair trade.*

---

### I. Introduction

Aux réussites et aux certitudes des trente glorieuses succèdent maintenant les années d'inquiétude : le doute généralisé, les fragilités, un futur très problématique, un monde qui ne sait où il va. Les « aigles » du pouvoir et du savoir apparaissent impuissants devant la complexité et l'ampleur des crises qui se multiplient et se renforcent : crises financières d'une spéculation livrée à elle-même et engendrant la crise économique et des tensions sociales, envolée des prix et insécurité des approvisionnements en énergies non renouvelables et produits alimentaires suscitant les émeutes de la faim et les multiples manifestations contre la vie chère, périls majeurs provoqués par le réchauffement climatique et la saturation des processus de « régénérescence » de la planète Terre : ici et là, des conflits ethniques ou nationalistes, des réseaux terroristes que les grandes puissances ne peuvent réduire.

Les changements qui s'accroissent et s'approfondissent partout et à tous les niveaux ne peuvent plus se lire comme des crises passagères appelant des traitements ponctuels pour un retour à l'ordre normal. Sous les tempêtes de surface, agissent des vagues de fond qui dessinent des ruptures, des mutations qui annoncent le crépuscule d'un monde sans discerner les lueurs d'une aurore nouvelle. Ces mutations de grande ampleur et les représentations qu'elles suscitent entraînent de forts changements dans la façon de concevoir et de conduire le développement.

En peu de temps, les questions de l'environnement sont devenues une dimension omniprésente, au Nord principalement et maintenant au Sud. Il en résulte une accélération dans l'opinion et les politiques de la nécessité de changements dans les modes de production jusqu'aux styles de vie.

L'une des grandes avancées de notre temps était la prise de conscience relativement rapide et généralisée de la limitation des ressources disponibles et des menaces toujours plus graves que le système actuel fait peser sur les grands équilibres de la planète : en cinquante ans, la préoccupation de certains naturalistes est devenue le sujet de multiples débats, rencontres internationales, politiques annoncées et partiellement mises en oeuvre. On est passé d'une conception relativement militante de la défense de l'environnement à une conception beaucoup plus vaste du développement durable, incluant la protection de l'environnement, le progrès social et la croissance économique.

### I. Historique du développement durable

Si l'expression du développement durable n'est passée dans le langage courant qu'à la fin des années 1980, la notion de développement durable est ancienne. Développée tour à tour par différentes traditions intellectuelles, elle intègre des réflexions écologiques, économiques et socioculturelles qui puisent leurs racines dans l'histoire des idées et des pratiques économiques et sociales. Aujourd'hui, il devient urgent de regarder notre mode de vie à la lumière de ce concept, pour que change le monde dans lequel nous vivons.

C'est au début des années 1970, que remontent les valeurs qui ont présidé au développement durable. Nous avons tous en mémoire le Club de Rome et son fameux rapport « The limits to growth ». Mais dans une atmosphère d'affrontement idéologique entre le mouvement hippie d'un côté et les industriels, auxquels la crise économique donnait un surcroît de légitimité, cette réflexion alliant scientifiques et économistes resta sans écho. Il en ira de même de la notion d'écodéveloppement proposée par Ignacy Sachs (Directeur de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales ) officiellement adoptée dans la déclaration de la conférence mondiale de l'environnement de Stockholm (1972). Pourtant, c'est avec cette notion qu'environnement et développement commencent à être connectés. Cette conférence reflète l'éveil de la prise de conscience au niveau planétaire. Il

faudra attendre plus de dix ans pour que la commission de l'ONU présidé par Gro Harlem Brundtland (Ministre norvégienne de l'Environnement devenue en 1990 Premier Ministre) rajeunisse et renomme la notion d'écodéveloppement dans son rapport.

- **Le rapport Brundtland**

En 1987, la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement publiait le rapport Brundtland, intitulé notre avenir à tous. Ce document, devenu un texte fondateur du développement durable, rend compte de l'état de la planète. On y constate que les problèmes environnementaux les plus graves sont principalement liés à la grande pauvreté des pays du Sud et aux modes de production et de consommation « non durables » du Nord. Ce rapport attire l'attention sur le fait que l'Homme ne pourra pas éternellement produire selon des pratiques qui sollicitent davantage de ressources naturelles que la planète n'est capable d'en offrir à long terme, ni consommer indéfiniment des produits jetables dont on ne sait que faire une fois qu'ils sont usés. Le rapport insiste sur l'urgence de prendre en compte l'écosystème de notre planète.

Il ne s'agit pas de sacraliser les espaces vierges, ni d'y interdire les activités humaines mais de préserver ces espaces des pollutions qui accompagnent la civilisation industrielle. Le rapport met en évidence le fait qu'un développement mal maîtrisé, écologiquement irresponsable, tel que nous le pratiquons aujourd'hui, peut mener l'humanité à sa perte. Tout développement doit se faire dans le respect des équilibres écologiques naturels de la planète. C'est suite au rapport Brundtland que sera adopté le terme de « sustainable development », ou encore, en français, de « développement durable, soutenable ou viable », qui imagine la possibilité d'un développement rendant compatible croissance économique, protection de l'environnement et prise en compte des exigences sociales.

S'il connaît un vif intérêt politique dans les pays anglo-saxons notamment lors du sommet de la Terre à Rio en 1992, il aura du mal à trouver sa place dans le contexte francophone. On peine d'ailleurs à le traduire développement soutenable, durable, viable ? Depuis 1987 donc, le développement durable est défini comme « le développement économique qui permet de satisfaire les besoins de la présente génération sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins » (World Business Council for Sustainable Development, 1987). Ceci suppose une équité inter mais aussi intra générationnelle. Au niveau macroéconomique, cette définition est déjà source d'interprétation (cf. les maigres résolutions de Johannesburg) mais c'est au niveau micro qu'elle est le plus soumise à caution. Elle n'offre que peu de pistes sur la façon dont ce concept peut être intégré aux actions de l'entreprise. Si l'on se réfère à la triple bottom line qui préconise la prise en compte conjointe de l'économique, de l'environnement et du social, de premières lignes idéologiques émergent mais la traduction opérationnelle fait encore défaut. De nombreuses questions restent en suspens. Des sceptiques vont se demander si le développement durable est bien nécessaire ou encore s'il est possible d'imputer à l'entreprise un développement qui ne le serait pas. Des idéologues s'arrêtent sur les actions à mettre en oeuvre dans l'entreprise en faveur d'un management durable. D'autres plus pragmatiques s'interrogeront sur les retombées monétaires d'une telle approche. Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, il faut tout d'abord savoir pourquoi prendre en compte le développement durable.

## II. Développement durable et impératifs mondiaux

Progression des déserts, de la pauvreté, des épidémies ; déboisement, réchauffement de la planète, pollutions globales et locales... l'idée de développement durable est née d'une nécessité : l'environnement et le social sont par trop négligés dans le système mondial actuel. Mais qu'en est-il vraiment de ces dégradations ? Et quelles

6

responsabilités les entreprises ont-elles dans les dysfonctionnements enregistrés à la surface du globe ?

- Urgence des problèmes environnementaux et sociaux

La population mondiale a plus que doublé en cinquante ans : passant de 2.5 milliards d'individus en 1950 à presque 6 milliards aujourd'hui. Et les hommes s'entassent dans les villes : il n'y avait que 2 mégapoles en 1950, il y en a 25 aujourd'hui. Outre la pauvreté née de la surpopulation, les dégâts naturels sont aussi considérables.

Les prises annuelles de poissons ont plus que quadruplé : 19 millions de tonnes en 1950, 91 millions aujourd'hui. Les émissions de CO2 aussi : 1.6 millions de tonnes de carbone en 1950, 7 millions aujourd'hui.

La couverture forestière a également diminué au cours de ces dernières années. 8% de la forêt africaine a disparu en dix ans, 4% de la forêt latino-américaine, et bien sûr beaucoup plus si l'on s'attache à la diminution de la forêt primaire.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les énergies les plus utilisées sont le pétrole (34%), le charbon (24%) et le gaz naturel (21%) et « l'humanité a consommé autant de pétrole entre 1980 et 2000 qu'entre 1859 et 1980 » si bien que, selon J-M. Jancovici et A. Grangean, « avec une consommation qui croît de 2% par an, doubler la quantité de pétrole extractible ne promet pas un demi siècle de tranquillité supplémentaire, mais à peine 10 à 15 ans ».

La situation doit donc être analysée, certes, mais surtout prise au sérieux, et les entreprises qui utilisent des énergies de tout type, sont donc immédiatement concernées.

Si nous reprenons l'idée selon laquelle il s'agit, par le développement durable, d'assurer un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, idée qui donne sens au développement durable qui s'inscrit ainsi dans le temps, alors nous pourrions supposer que la bonne gestion des ressources pourrait suffire à remplir les conditions de ce développement. Et cela permettrait aussi de comprendre parfaitement la relation qui lie l'entreprise à la planète. Seulement, le développement durable ne s'arrête pas là. En effet, le concept de développement durable traite, selon certains auteurs de quatre grands problèmes : la multi dimensionnalité des phénomènes considérés, l'irréversibilité de certaines situations engendrées par le développement, l'équité intra et intergénérationnelle et les situations de risque et d'incertitude qui en découlent.

### III. Les trois piliers du développement durable

Il ne suffit pas de définir le concept du développement durable, encore faut-il en considérer les implications concrètes : que faut-il changer dans nos comportements ? Le développement viable nécessite de prendre en compte de façon harmonieuse les « trois piliers » de la vie moderne, que sont l'économie, le social et l'environnement. A chaque pilier correspondent des critères particuliers. Ainsi, l'approche économique recherche pour chaque action (produire, vendre et acheter, travailler, se déplacer, se nourrir) les pratiques et les produits apportant un bon rapport qualité/prix. La dimension sociale s'exprime lorsqu'on veille à adopter des pratiques propices au développement de l'emploi et respectueuses de l'intégrité et de la culture des personnes qui travaillent à la production des biens consommés. Enfin, sur le plan de l'environnement, le développement durable implique de choisir des pratiques, des produits et des processus de production favorables au respect de la planète et de la santé.

La prise en compte de ces trois piliers introduit des questions nombreuses et inhabituelles : là où d'ordinaire, nos comportements sont régis par le souci de l'efficacité, de l'économie ou du plaisir, le développement durable attire notre attention sur l'impact de nos actes les plus anodins sur le monde qui nous entoure. Les notions de plaisir et d'épanouissement ne sont pas niées pour autant. Elles sont simplement intégrées dans une réflexion qui tient compte du développement durable.

Dès la fin du XIXe siècle, des observateurs avertis ont remarqué que notre monde ne pouvait pas continuer à se développer éternellement sur le même modèle. Ainsi, le président des Etats-Unis, Théodore ROOSEVELT, disait en 1909 « (avec) la croissance constante de la population et l'augmentation encore rapide de la consommation, notre peuple aura besoin de grandes quantités de ressources naturelles. Si notre génération détruit ces ressources (...), nous enlevons le droit à la vie aux générations futures ». Des penseurs vont essayer d'harmoniser « les trois piliers », en travaillant sur les liens de cause à effet des différents éléments de la réflexion économique, sociale et environnementale.



Schéma1 : Piliers du développement durable

## IV. Les Acteurs Du Développement Durable

### 1. Le rôle de l'Etat et des collectivités

Face à l'envergure des problèmes attachés au développement durable, il est tentant de s'exclamer « Mais que fait le gouvernement ? ». Il est vrai que de par sa fonction, celui-ci doit être le principal acteur de la prise en compte du développement durable. Il est le seul à même de pouvoir donner l'impulsion nécessaire au coeur de l'action publique, à pouvoir légiférer et réglementer dans les différentes sphères de la vie économique

et sociale, depuis la politique énergétique à l'aménagement du territoire et la problématique des transports, dans le domaine de l'habitat, de la politique touristique ou encore de la sensibilisation de la population aux questions du développement durable.

Le problème c'est qu'au lieu de traiter en priorité les dossiers importants, les responsables politiques traitent les dossiers urgents, « sensibles ». Or, le politique doit imposer les dossiers importants auprès de ses électeurs au lieu de gérer les dossiers urgents poussés en avant par les médias. C'est un principe de fonctionnement qui est indispensable pour que le développement durable puisse bénéficier d'un traitement politique conforme à la hauteur de son importance et qu'il ne soit pas sans cesse relégué en dossier de seconde main.

## **2. Les entreprises et la création d'un espace économique soucieux de durabilité**

Dans un monde dominé par le souci de la croissance économique, il faut s'appuyer sur l'économie de marché existante pour créer un espace économique de marché intégrant le développement durable et bâtir un alter monde possible et durable. Soucieuses de répondre aux attentes de leurs clients et d'innover pour améliorer la rentabilité des processus de production et de mise à disposition des produits sur les marchés, les entreprises peuvent jouer un grand rôle dans l'édification d'une économie de marché de l'ère du développement durable. Elles disposent des connaissances et des capitaux indispensables. Reste la question de la motivation. La démarche et les efforts seront-ils positivement appréciés des marchés financiers ? Les clients sont-ils vraiment en attente de produits respectueux du développement durable ? L'entreprise ne risque-t-elle pas, en s'engageant dans cette voie, de perdre en compétitivité sur les concurrents ?

## **3. Des solutions en construction**

Soucieux d'environnement, le développement durable ne se limite pas aux frontières des Etats et des continents. De plus, l'imbrication des liens politiques et économiques qui fondent notre civilisation fait que la réponse aux problèmes ne peut plus se poser en termes strictement nationaux.

### **• Les initiatives internationales en faveur du développement durable**

- **1972** : naissance du mouvement politique.
- Rapport du club de Rome « Halte à la croissance » qui annonce l'avertissement suivant : « Chaque jour pendant lequel se poursuit la croissance exponentielle (...) rapproche notre écosystème mondial des limites ultimes de sa croissance. Décider de ne rien faire, c'est décider d'accroître le risque d'effondrement. ».
- Création du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement).
- **1979** : première conférence internationale sur l'Homme et le climat, à l'ONU.
- **1985** : convention pour la protection de la couche d'ozone.
- 1987 : protocole de Montréal sur les CFC (chlorofluorocarbones).
- Rapport Brundtland.
- **1992** : sommet de la terre de Rio. Programme d'action « Agenda 21 ».
- **1997** : conférence sur l'effet de serre de Kyoto.
- **2002** : Sommet de la terre de Johannesburg. Pacte mondial.

Dorénavant, on ne peut plus parler de développement durable sans passer par un travail de réhabilitation du rôle de l'entreprise. Elle doit s'impliquer lourdement dans ce projet et prendre conscience qu'une activité économiquement viable n'est pas en contradiction avec l'équité sociale ou le respect de l'environnement et que, sur ces bases, elle peut anticiper un nouveau type de demande (nouvelles normes sociales, comportementales ou techniques, nouvelles attentes des marchés financiers en terme d'éthique, différenciation de ses outputs, etc.). Cet engagement ne doit pas se résumer à un effet de mode, résultant de l'initiative de quelques firmes leaders, mais d'un processus incrémental, sans retour possible, et sur lequel, le dirigeant doit être persuadé qu'il peut en tirer profit : en terme d'évitement de coûts (déchets et rebus), de mobilisation de son personnel autour de ce concept humaniste, de gestion de son image de marque, etc. (Wolff, 2004). 10

## **V. S'engager En Faveur Du Développement Durable**

### **1. Passer de la consommation à la consom'action**

#### **1.1 Consom'action**

C'est une consommation responsable, qui prend en compte à la fois la société dans laquelle nous vivons, et le statut d'acteur économique qui revient à tout acheteur.

Contrairement aux idées reçues, adopter la consom'action ne signifie pas renoncer au plaisir, à la diversité, à l'innovation et à la créativité. C'est au contraire, une forme de consommation qui valorise le plaisir d'acheter ou de ne pas acheter : le consom'acteur trouve là la satisfaction de pouvoir affirmer ses valeurs tout en

expérimentant la satisfaction du consommateur classique, heureux d'acheter un produit de bonne qualité à un bon prix.

Trop souvent, la consommation bute sur l'argument budgétaire. Or, la consommation n'est pas forcément une dépense. Elle peut aussi être une économie. Economie de « bouts de chandelle » d'une part, puisque le consommateur fait la chasse au gaspillage à tous les niveaux. Economie par philosophie ensuite, puisque pour éviter de générer inutilement production ou déchet, le consommateur répare ou recycle avant d'acheter du neuf. Economie par engagement enfin, puisque lorsque le consommateur se décide à consommer, il étudie toutes les alternatives pour trouver une réponse à ses besoins, qui ne passe pas nécessairement par l'achat.

Il faut cependant reconnaître que l'investissement de départ peut être plus élevé quand on introduit les critères de développement durable dans les critères du choix d'achat. Mais c'est encore une fois parce que la consommation exige de changer de référentiel, de rompre avec la vision traditionnelle de l'achat, pour entrer dans un référentiel de plus long terme, intégrant notamment les paramètres de coûts liés à l'utilisation, en plus des coûts liés à l'achat. Les produits du développement durable ne sont donc pas forcément les chers. Si le produit est de meilleure qualité et dure plus longtemps, cela évitera d'avoir à le changer rapidement. S'il est économique à l'usage, sa rentabilité à moyen ou long terme compense son prix d'achat plus élevé. S'il est plus cher parce que la demande est encore faible, c'est en le choisissant que l'on contribuera à développer le marché et à faire baisser les prix. Du reste, le consommateur se méfie des prix trop bas, car ces prix sont soit liés à la qualité du produit (or le consommateur veut de la qualité qui dure longtemps), soit aux conditions de travail (or le consommateur ne veut pas être complice de l'exploitation humaine), soit encore au manque de souci écologique (or le respect de l'environnement est un critère de choix du consommateur). La consommation comporte donc un volet réflexion avant l'achat proprement dit : on continue à se faire plaisir, mais lorsqu'on estime que les achats ne sont pas en phase avec les valeurs de développement durable qu'on souhaite promouvoir dans la société, on se détourne des produits pour aller en acheter d'autres plus conformes.

La consommation commence avec quelques questions simples :

- Suis-je obligé d'acheter systématiquement de nouveaux produits ? Ne puis-je pas emprunter (et prêter) davantage ? Puis-je réparer mes affaires au lieu de les jeter ?
- Est-ce un achat vraiment utile ou est-ce un achat gadget ou un coup de cœur ? Aurais-je envie de le garder l'année prochaine ? Si ce n'est pas le cas, la tentation sera forte de le remplacer, alors qu'il pourrait encore servir.
- Le produit est-il réparable, réutilisable ? Pourrait-il être utile à quelqu'un d'autre ?
- Puis-je repérer des logos précisant les caractéristiques environnementales et sociales du produit ?
- Combien de kilomètres ce produit a-t-il parcouru pour venir jusqu'ici ? N'y a-t-il pas des produits de provenance moins lointaine ?
- Le produit utilise-t-il des matériaux recyclés ?
- Le produit comporte-t-il des emballages inutiles ?
- L'utilisation du produit va-t-elle générer des pollutions pour l'air, l'eau, la terre ?
- Le réapprovisionnement du produit existe-t-il en écorecharge ?
- Lorsque je ne me servirai plus de ce produit et que je voudrai m'en débarrasser, est-ce qu'il représentera un déchet encombrant pour la nature ? Ai-je une idée de la façon dont je pourrais lui donner une deuxième vie ?

## **1.2 Repères clairs : Labels, normes et autres indices**

De plus en plus de marques et de labels proposent des produits écologiques et/ou issus du commerce équitable. Choisir ces marques permet non seulement d'alléger l'impact sur l'environnement mais aussi d'encourager les producteurs de la petite et la grande distribution à proposer une gamme plus importante de produits équitables et écologiques. Les logos ou déclarations écologiques concernent le produit qu'on achète, ou son emballage, ou même les deux. Ils renseignent généralement sur un aspect environnemental particulier, spécifique d'une étape du cycle de vie : l'emballage est recyclable, le produit est biodégradable, sa consommation d'énergie est faible...

Les logos peuvent aussi indiquer que le souci de préserver au mieux l'environnement a été pris en compte sur l'ensemble du cycle de vie du produit. C'est le meilleur des cas car cela signifie qu'à toutes les étapes de la conception, on a pris des options en faveur du développement durable. Les écolabels officiels sont conçus sur ce modèle. Mis en place par les pouvoirs publics, ils garantissent à la fois la qualité d'usage d'un produit et ses caractéristiques écologiques. Les écolabels officiels sont révisés tous les 3 ans pour tenir compte des progrès technologiques.

## **1.3 Respecter les saisons**

Etant en grande majorité citadins, on a pour la plupart perdu le sens des saisons. Disposant de toutes sortes de produits en abondance tout au long de l'année, on est à la fois victime et responsable d'un terrible

appauvrissement des saveurs et d'importantes émissions de gaz à effet de serre du fait du transport des produits depuis le lointain terrain de récolte jusqu'à l'étalage de son commerçant préféré. La meilleure chose à faire reste donc de retrouver le rythme des saisons dans ses choix alimentaires et de redécouvrir les produits locaux. Contrairement à beaucoup de produits d'origine lointaine, les produits régionaux sont en général cueillis à maturité, ils ont donc une bonne teneur en vitamines et tout simplement un meilleur goût. L'achat de produits locaux contribue à l'équilibre économique régional et permet la survie d'une agriculture intégrée.

#### **1.4 Le commerce équitable**

Les circuits économiques, tels qu'ils sont largement établis aujourd'hui, font que nous vivons tranquillement notre vie, relativement confortable, en allant régulièrement faire nos courses sans jamais nous soucier des conditions de travail qui ont fourni les produits que nous achetons à bon prix. Les principes de production des denrées issues du commerce équitable font que non seulement nous soutenons les petits producteurs, mais qu'en plus, nous nous approvisionnons en aliments dont la production a été respectueuse de l'environnement.

Visant à établir un rapport d'échanges satisfaisants pour tous, du producteur au consommateur, le commerce équitable est fondé sur les principes suivants : Assurer une juste rémunération du travail des producteurs et artisans les plus défavorisés, leur permettant de satisfaire leurs besoins élémentaires : santé, éducation, logement, protection sociale ;

- Garantir le respect des droits fondamentaux des personnes (refus de l'exploitation des enfants, de l'esclavage...);
- Instaurer des relations durables entre partenaires économiques ;
- Favoriser la préservation de l'environnement ;
- Proposer aux consommateurs des produits de qualité.

## **VI. Le Développement Durable Et L'entreprise**

### **1. L'entreprise et le profit**

#### **1.1 Le financement**

Il apparaît nécessaire de prendre tout d'abord en considération l'intervention des grandes instances internationales qui ont en quelque sorte donné un coup d'envoi mondial en instaurant des critères orientés sur le développement durable.

La Banque mondiale, est l'un de ces organismes à la tête de plusieurs autres sur lesquels elle exerce son contrôle. On peut représenter ces différents organismes comme suit :

- **Bird** : Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **Ida** : Association internationale de développement
- **Sfi** : Société financière internationale
- **Miga** : Agence multilatérale de garantie des investissements
- **Cirdi** : Centre International pour le règlement des différends relatifs aux investissements

A cela, s'ajoute un organisme européen, la Banque européenne de reconstruction et de développement, la BERD, créée en 1991. Il s'agit, la concernant, d'assurer le passage de l'économie centralisée à l'économie de marché des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Ainsi ces pays doivent ils s'engager à respecter mais également à mettre en place les principes de la démocratie, du pluralisme et de l'économie de marché, ainsi qu'à promouvoir l'initiative privée et l'esprit d'entreprise, tout ceci pouvant être considéré comme une forme de préalable à la mise en oeuvre des principes du développement durable.

#### **1.2 Le rapport produit-prix**

Il reste difficile d'établir le circuit de fabrication d'un produit. S'occuper des déchets et de leur recyclage, penser le mode de transport qui dans le cadre du développement durable doit consommer moins d'énergie, surveiller la provenance des matières premières, sans oublier ce qui se passe à l'intérieur de l'entreprise (par exemple, les droits sociaux sont bien respectés, le travail des enfants n'existe-t-il pas ?etc.), aborder la dangerosité des produits et leur traitement, ne sont pas des domaines qui ont été abordés auparavant. Or, toutes ces nouvelles exigences ont un coût qui devra nécessairement se répercuter sur le produit final. On peut dire que les entreprises, importantes ou non, petites, moyennes ou grandes, peuvent toutes s'orienter vers une production qui accorde une place importante non seulement au développement durable, mais aussi au commerce équitable qui est partie intégrante de ce développement.

Se développer tout en restant rentable et en satisfaisant à des critères nouveaux devient donc possible. Il reste cependant à faire consommer ce produit, c'est-à-dire, à le faire connaître selon de nouveaux arguments qui font apparaître de nouveaux critères de choix pour le consommateur qui cherche à consommer autrement et à donner un nouveau sens à sa consommation.

### **1.3 La fonction marketing**

Le marketing est l'ensemble des actions qui visent à servir le marché, ce marché étant servi dès lors que l'entreprise sert le marché en biens et services. Il s'agit donc pour l'entreprise, de conquérir ou de conserver, par la fonction marketing, la clientèle, ce qui demande la création de nouveaux produits et de nouveaux axes de communication aptes à séduire et donc à attraper les clients. Dans le cadre d'un développement durable, il est capital, pour assurer la cohérence et la pertinence, que la politique marketing reflète bien la réalité de l'entreprise, qui par ailleurs, doit protéger son image, sa réputation et son image de marque. 3 éléments qui, s'ils sont entachés, peuvent avoir des répercussions désastreuses. Cela signifie que les techniques de marketing doivent être modifiées et s'adapter à ce nouveau domaine qui réclame de la transparence.

### **1.4 La logistique**

La logistique est en pleine effervescence ; entrepôts verts, mutualisation des livraisons, nouveaux modes de transport... tout est en pleine mutation. La logistique est une fonction dont la finalité est la satisfaction des besoins exprimés ou latents, aux meilleures conditions économiques pour l'entreprise, et pour un niveau de service déterminé. Les besoins sont de nature interne (approvisionnement de biens et de services pour assurer le fonctionnement de l'entreprise) ou externe (satisfaction des clients). La logistique fait appel à plusieurs métiers et savoir-faire qui concourent à la gestion et à la maîtrise des flux physiques et d'informations ainsi que des moyens. 15 La logistique est un métier qui ne peut s'improviser et qui devient essentiel dans toutes les entreprises, car c'est un élément qui est à la jonction de toutes les étapes de la production : c'est une source de plus value fondamentale qui, dans le cadre du développement durable, peut permettre d'améliorer encore considérablement les moyens de performance en des termes nouveaux certes, mais également et simplement en termes économiques.

## **2. L'entreprise et la planète**

Appréhendée par le biais de l'écologie tout d'abord, l'entreprise a vu son champ de responsabilités s'élargir progressivement si bien qu'aujourd'hui, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, l'entreprise est devenue un enjeu : objet de toutes les attentions depuis quelques décennies déjà, notamment au cours des années 1980 qui lui réservent une place de premier choix, époque à laquelle le partage de la valeur ajoutée se déplace en faveur du profit et donc moins en direction des salaires, l'entreprise est devenue aujourd'hui objet de toutes les exigences. Elle devient en quelque sorte une affaire de société (Renaud SAINSAULIEU, psychologue et sociologue français (1935-2002)); ses responsabilités sont devenues quasiment illimitées et tout se passe comme si elle avait à sa charge l'entreprise de sauver le monde.

Sauver le monde veut dire tout d'abord, sauver la planète, mais également sauver les Hommes, et plus encore, préserver le profit. Profit, planète et individus enfin réunis, tandis que pendant un siècle de développement industriel, seul comptait le profit, et ce, aux dépens de la planète et de l'Homme. Les individus demandent aujourd'hui des comptes et des garanties aux entreprises : ils souhaitent savoir si les produits qu'ils achètent n'ont pas été produits par des enfants, et dans ce cas, ils sont prêts à boycotter. Ils émettent des doutes sur la communication des entreprises qui, pendant un temps, ont utilisé le développement durable comme une nouvelle manière d'attirer les consommateurs, tandis qu'elles maltrahaient certains peuples pauvres ou déversaient leurs déchets dans la nature.

IL S comprennent également mieux ce que recouvre le commerce équitable et sa volonté d'assurer une rémunération adéquate aux producteurs. Les entreprises dont la culture privilégie le respect au détriment de la peur attirent les meilleurs éléments, réduisent les coûts de rotation du personnel, partagent plus librement les idées, sont moins perturbées par la compétition interne et dominent la concurrence extérieure.

### **2.1 Les achats : Commerce équitable**

16 Le commerce équitable vise à assurer aux producteurs des pays en voie de développement une rémunération leur permettant de vivre de leur travail. Si l'on veut bien respecter les règles du jeu de la concurrence équitable, la juste règle à appliquer c'est celle du commerce équitable. Toutefois, il faut savoir si le consommateur veut bien acheter ce type de produit quand on sait que l'intérêt premier serait quand même le prix, avant d'autres critères, notamment le travail des enfants ou le respect des droits et des personnes.

### **2.2 Le recyclage**

Il faut préciser que les déchets sont ceux des entreprises, mais également ceux des ménages et de l'agriculture, qui fait usage des pesticides et agit par conséquence sur la pollution, notamment de l'eau. Dans tous les cas, il s'agit de les recycler au mieux et dans les meilleures conditions. En France, les déchets ménagers représentent 340 kg par an et par personne. Le recyclage concerne environ 13% des déchets tandis que 6% sont compostés. En Autriche, 59% des déchets ménagers sont recyclés. En Belgique, le taux atteint 70%. Or, ce

dispositif reste incomplet, parce que l'attention a été portée sur les emballages sans prendre le reste en considération.

### **2.3 Les économies d'énergie**

Toutes les entreprises, qu'elles soient industrielles, agricoles ou tertiaires, consomment des matières premières pour se développer. Ces matières premières sont soit des ressources primaires, soit des ressources artificielles, les secondes résultant d'une transformation des premières. Seulement, les matières premières ne sont pas forcément renouvelables car certaines s'épuisent à mesure de leur exploitation.

Le développement économique est tel que la régénération ou le recyclage de ces matières n'est plus envisageable pour assurer le développement. C'est ainsi que dans un premier temps, il convient d'apprendre à gérer ces ressources autrement. Il s'agit de suivre en cela, le schéma des 3 R : réduire, réutiliser, recycler.

Réduire consiste simplement à réduire les quantités utilisées, réutiliser signifie qu'on fait en sorte de réutiliser les produits et les emballages, recycler concerne le recyclage des matières premières. Dans tous les cas, on limite la production des déchets, on protège les ressources et on crée des emplois pour assurer ces nouvelles fonctions.

### **3. L'entreprise et le social**

La relation de l'entreprise aux individus représente le 3ème pilier sur lequel repose le développement durable. Toutefois, il apparaît en fait, comme étant le parent pauvre et le sujet qui passionne le moins. Certes, le travail des enfants est une vraie préoccupation 17 de la part des consommateurs qui sont prêts à réaliser un acte d'achat puisqu'ils peuvent boycotter un produit qui aurait été réalisé par un enfant, mais, pour ce qui est des pratiques managériales ou, autrement dit des relations sociales entretenues entre les patrons et leurs salariés, cela semble peu concerner les individus.

Le sujet en lui-même est l'objet de nombreux ouvrages et de nombreuses théories, quelques références incontournables (H. HERZBERG, E.MAYO, A.MASLOW) s'imposent à tous ceux qui cherchent la méthode idéale pour assurer un management efficace.

Il faut dire que le travail est l'activité humaine principale et essentielle à l'intégration sociale, source de stimulation mentale pour les individus, chacun est à même de pouvoir réaliser son potentiel et d'exprimer ses talents, ce qui, dans une vie, n'est évidemment pas négligeable (E.PHELPS, prix Nobel d'économie 2006, article du Monde, 25-26 Février 2007).

La question du social et des individus est à la base du développement durable qui ne pourra s'épanouir pleinement qu'en reposant sur les individus qui constitueraient donc le socle de ce nouveau projet de société.

Depuis quelques années, on assiste à une sorte de bouleversement qui se traduit par des restructurations, des fusions, des acquisitions, des mutations, des délocalisations, etc., si bien que le monde de l'entreprise paraît de plus en plus complexe. On assiste également à des catastrophes, des pollutions et accidents de tout genre. En même temps, les entreprises se dotent de plus en plus de chartes et de codes, se rattachant à des valeurs qui semblaient avoir disparu et qui en quelque sorte semblent aussi revenir à la mode.

Après le profit et la planète, l'entreprise semble devoir se pencher sur les individus, les gens qui travaillent dans l'entreprise.

La question qui se pose avec acuité aujourd'hui est le rôle de l'individu dans l'entreprise et la dignité au travail. C'est dans ce cadre, que l'entreprise doit assumer pleinement ses responsabilités à l'égard de ceux qui y travaillent et envers la communauté humaine et sociale où elle évolue, depuis sa propre ville qu'elle ne doit pas abîmer jusqu'à toutes les nations du monde où elle s'est implantée, avec un souci plus large de protection de la nature et de la santé des êtres vivants. Ne pas le faire serait créer un déséquilibre si patent entre la richesse en moyens et l'égoïsme mercantile dans l'attitude, que l'ensemble de l'opinion publique, à savoir clients, actionnaires, citoyens, gouvernants, se retournerait fatalement contre elle, entravant son fonctionnement.

On peut dire alors, qu'un nouveau champ s'ouvre soudain à l'entreprise qui se trouve en prise directe avec le monde entier en devant s'interroger non seulement sur les aspects purement planétaires (pollution, énergies...), mais aussi sur la question des individus 18 qui participent au processus de production (travail des enfants, travail forcé, travail des handicapés, formation, protection, respect...).

J. GENEUX, indique dans son Manifeste pour l'économie humaine: « La seule finalité légitime de l'économie est la qualité de vie des hommes et des femmes, à commencer par celle des plus démunis. Par « qualité de vie », il faut entendre la satisfaction équitable des aspirations humaines : pas seulement celles que procurent les consommations marchandes, mais aussi l'ensemble des aspirations échappant à toute évaluation monétaire : dignité, paix, sécurité, liberté, éducation, santé, loisir, qualité de l'environnement, bien être des générations futures ». Il précise que l'économie humaine est une économie d'un être humain complet (J. GENEUX, Manifeste pour l'économie humaine, SEUIL, 2003).



Il apparaît alors clairement que l'économie, l'environnement et le social convergent vers le même objectif, et peuvent être complémentaires sinon indissociables.

## II. Conclusion

Le développement durable n'est pas juste un concept alibi ou une révolution qui a envahi toute la planète, ce n'est pas non plus un nouveau slogan auquel tout un chacun doit se plier sans plus d'explication. Le développement durable a des fondements et est avant tout une ambition qui cherche à harmoniser trois éléments qui restent encore difficiles à concilier, l'environnement, le social et le profit. Ce dernier, demeurant encore aujourd'hui la pierre angulaire du système capitaliste.

Déployer une stratégie de développement durable consiste à mettre en relation, sur des enjeux cruciaux, les capacités de l'entreprise et les exigences de l'environnement concurrentiel. Le but premier de la stratégie consiste à développer des avantages concurrentiels « développement durable » à long terme. Pour identifier les sources d'avantages concurrentiels, il faut d'une part connaître les règles du jeu de l'environnement concurrentiel (sensibilité ou non du marché au prix) et les évolutions potentielles, et d'une autre part, apprécier les capacités de l'entreprise, c'est-à-dire, les ressources sur lesquelles la firme peut se fonder pour constituer un écart avec ses concurrents.

Dans un marché sensible aux valeurs du développement durable et prêt à payer un surcoût pour ce facteur de différenciation, il devient facile de conduire une stratégie efficace basée sur ce critère. En revanche, dans un marché insensible où seul le prix prévaut, la prise en compte du développement durable ne sera possible pour l'entreprise qu'en cas de compatibilité avec la réduction des coûts. 19 Le second but consiste à satisfaire au moins tous les apporteurs de ressources, qu'elles soient financières ou non, c'est-à-dire l'ensemble des partenaires de l'entreprise. Ainsi, la mise en place d'une stratégie de développement durable n'est pas toujours simple. Il existe de nombreux cas où la conduite d'une stratégie de développement durable mettra à jour des contradictions :

- Contradiction entre les impératifs de compétitivité et ceux du développement durable ;
- Contradiction entre le pilier environnement et le pilier social ;
- Contradiction entre les demandes des différentes parties prenantes ou même au sein des requêtes d'un même groupe de parties prenantes.

« Un autre monde est en marche. Beaucoup d'entre nous ne seront pas là pour assister à son avènement. Mais quand tout est calme, si je prête une oreille attentive, je l'entends déjà respirer. »

## Bibliographie

### Ouvrages

- [1]. Nathalie COSTA (2008), Gestion du développement durable en entreprise, Ellipses;
- [2]. Emmanuelle REYNAUD (2006), Le développement durable au coeur de l'entreprise, DUNOD;
- [3]. Farid BADDACH (2008), Le développement durable au quotidien, EYROLLES;
- [4]. Michel DION, Dominique WOLFF (2008), Le développement durable, Théories et applications au management, DUNOD ;
- [5]. Paul HOUEE (2009), Repères pour un développement humain et solidaire, EDITIONS DE L'ATELIER;
- [6]. COMELIAU C. (2006), La croissance ou le progrès ?, EDITIONS DU SEUIL, Paris;
- [7]. DUBIGEON O. (2002), Mettre en pratique le développement durable, VILLAGE MONDIAL, Paris ;
- [8]. l'entreprise durable, DETRIE P. (2005), DUNOD, Paris ;

### Documents

- [9]. Le développement durable, Demain le monde, Novembre 2001;
  - [10]. Jean Marie HARRIBEY (2002), Le développement durable est-il soutenable ?, Séminaire de l'OFCE ; 20
- Historique du développement durable, Sommet mondial sur le développement durable 2002, Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, France ;
  - Développement durable, Dossier du Groupe AFNOR, Juin 2008 ;
  - Pourquoi le développement durable ?, Rezé ville durable et solidaire, Agenda 21 ;
  - Béatrice CANEL DEPITRE (2000), Développement durable et comportement citoyen du consommateur, le Havre;
  - Mise en oeuvre du développement durable, Principaux résultats 2001-2004, OCDE 2004 ;
  - Quelle éthique pour le développement durable ?, Les mardis d'Ethos, Acte de conférences 2003-2004 ;
  - La connaissance, pilier du développement durable, Conférence internationale 17 et 18 Juin 2004, Institut Veolia Environnement et Institut Pasteur ;
  - Rapport sur la responsabilité sociale des entreprises, Direction de l'Animation de la recherche, des Etudes et des Statistiques, France, Mars 2004 ;
  - Les entreprises et le développement durable, Interface Flor, 6 Juillet 2010 ;
  - Sensibilisation au développement durable : L'éco-consommation en entreprise, CGSLB, FGTEB et CSC, Octobre 2006 ;
  - Développement durable, responsabilité sociétale de l'entreprise, théorie des parties prenantes : Evolutions et perspectives, Joël Ernult, Arvind Ashta, Cahiers du CEREN 21, 2007.